

De plus en plus de sans-abri partout en Europe

Selon une étude de la *Fondation Abbé-Pierre* et de la *Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri*, 11 millions de ménages sur 220 millions n'ont pas de logement personnel.



Paris est loin d'être la seule capitale européenne à déplorer un nombre croissant de sans-abri. La préfecture d'Ile-de-France, qui a créé le 16 mars son propre Observatoire francilien des personnes hébergées et à la rue, parvient au chiffre affolant de 100 000 personnes logées chaque soir par l'Etat, soit une augmentation de 50 % en trois ans.

La *Fondation Abbé-Pierre (FAP)* et la *Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (Feantsa, sise à Bruxelles)* révèlent, mercredi 21 mars, leurs statistiques à l'échelle européenne : sur 220 millions de ménages, près de 11 millions sont en état de privation sévère de logement, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de domicile personnel, sont à la rue ou hébergés chez un tiers, en centre d'hébergement, en foyer, en hôtel social...

"La définition du sans-abrisme a beau ne pas être la même d'un pays à l'autre, partout en Europe les hausses sont spectaculaires", révèle Sarah Coupechoux, de la FAP : "+ 150 % en Allemagne, entre 2014 et 2016 ; + 145 % en Irlande, entre 2014 et 2017 ; + 169 % au Royaume-Uni entre 2010 et 2017 ; + 96 % à Bruxelles entre 2008 et 2016 ; + 20,5 % en Espagne entre 2014 et 2016 ; + 17 % en France entre 2016 et 2017, en tenant compte des 20 845 personnes qui ont demandé un hébergement au "115" en juin 2017 par rapport à juin 2016."

► Lire aussi : [Logements vides pour SDF : "J'ai retrouvé ce que ça voulait dire l'avoir une intimité"](#)

Exception finlandaise

Parmi tous les pays européens, seule la Finlande fait exception et a réduit de 18 % le nombre de ses sans-domicile, entre 2009 et 2016.

"Les Finlandais ont mené une politique volontariste, réunissant tous les acteurs, se fixant des objectifs et mettant des moyens avec un effort continu sur vingt ans en faveur d'une politique basée sur le principe du "logement d'abord", précise Sarah Coupechoux.

Cette action vise à prévenir les expulsions, à intervenir au plus vite lorsqu'une personne est privée de logement, à lui éviter les étapes de l'hébergement d'urgence et, parce que des logements ont été construits, à la reloger durablement.

► Lire aussi : Cette nuit, à Paris, 2 000 volontaires ont recensé les "invisibles"

Au Royaume-Uni, entre 2011 et 2017, le choix inverse d'une réduction des dépenses de prévention et du nombre de logements sociaux a conduit à une augmentation des dépenses d'hébergement temporaire, pour faire face à une hausse de 60 % du nombre des ménages hébergés, jusqu'à atteindre 77 240 en mars 2017, parmi lesquels 120 000 enfants.

Par ailleurs, la politique de réduction, en 2011, du montant des aides au logement accordées à chacun, de – 156 euros par mois, n'a pas, comme escompté, entraîné une baisse des loyers mais fait bondir (+ 56 % en cinq ans) le nombre d'allocataires ! Le budget des aides au logement y atteint aujourd'hui le chiffre astronomique de 33 milliards d'euros, contre 18 milliards d'euros en France.

Explosion des prix

Le rapport observe aussi l'explosion du prix des logements partout en Europe, sans rapport avec les revenus des habitants, surtout les plus pauvres, les locataires étant les plus pénalisés. Entre 2010 et 2016, la hausse du coût du logement, que l'on soit propriétaire ou locataire, dépasse 20 % dans la moitié des Etats membres, dont + 54 % en Bulgarie, + 45 % au Royaume-Uni, + 40 % au Portugal et + 21,5 % en France. Seuls six pays, dont les Pays-Bas, Chypre et l'Espagne, voient leurs prix reculer.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, 11 % des ménages mais 14 % des jeunes entre 18 et 24 ans fournissent un effort excessif pour se loger, c'est-à-dire y consacrent plus de 40 % de leurs revenus. Mais cette proportion atteint 46,9 % chez les jeunes de Grèce, 38,6 % chez ceux du Danemark, 19,9 % aux Pays-Bas, 19 % au Royaume-Uni et 11,5 % en France.

"A l'heure où l'Europe renoue avec la croissance, nous appelons à ce qu'elle et les Etats investissent dans la prévention du mal-logement", conclut Sarah Coupechoux.